



SNUipp-FSU

# Déclaration du SNUipp-FSU

## CTA du 14 décembre 2012



SNUipp-FSU

Le système éducatif, asphyxié par les suppressions massives d'emplois, se retrouve très affaibli par les budgets précédents. Notre académie a payé un lourd tribut dans ce domaine puisque ce ne sont près de 200 postes qui ont été perdus sur 5 ans pour le premier degré. A cela, il faut ajouter les suppressions massives d'emplois en contrats aidés dévolus à l'aide administrative et à l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

Tous les jours, nous constatons les conséquences de cette politique désastreuse :

- Recul de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans
- RASED décimés : rares sont aujourd'hui les écoles qui sont couvertes par des réseaux complets. Les élèves les plus fragiles en sont les premières victimes
- Recours à des contractuels sur des missions d'enseignement du 1<sup>er</sup> degré
- La scolarisation et l'accompagnement des élèves en situation de handicap sont des sujets de tension permanents dans les écoles puisqu'ils se font souvent à moyens constants (en transformant des contrats d'EVS en AVS au détriment de l'aide administrative apportée aux directeurs). Ainsi, les personnels ont de plus en plus l'impression que l'accompagnement apporté est fonction des moyens des départements plutôt que des besoins des élèves concernés
- Solitude de plus en plus marquée des maîtres qui doivent faire face à la fois à la difficulté scolaire, à la prise en charge du handicap et aux tensions grandissantes dans les écoles
- De trop nombreux remplacements ne peuvent plus être assurés... Ainsi, ce sont chaque jour des dizaines de classes qui n'ont pas d'enseignants dans l'Académie
- Formation initiale / formation continue : les moyens de remplacement dédiés à la formation ont disparu. La formation initiale est résiduelle, livrant à eux-mêmes nos jeunes collègues. La formation continue se résume, au-delà des formations statutaires obligatoires, à quelques minutes par collègue et par an sur candidature individuelle.
- Augmentation du nombre de collègues en détresse
- Le dossier de la direction d'école est toujours en souffrance. L'aide administrative a disparu des écoles, malgré les annonces faites au mois de juillet, pour des commandes administratives toujours aussi nombreuses

***Nous faisons tous ces constats, alors que les documents de travail annoncent 88 « surnombres budgétaires »... !!!***

Dans ce contexte, l'annonce de 43 450 recrutements aux concours externes 2013 et la création sur 5 ans de 60000 postes dans l'éducation constituent un changement notable par rapport à la politique menée ces dernières années. Cependant cela ne représente que 3344 postes en plus à la prochaine rentrée une fois remplacés tous les départs à la retraite : ce sera bien loin de pouvoir répondre aux besoins et aux ambitions affichées.

Par ailleurs, le SNUipp-FSU dénonce que cela se fasse au prix de suppressions d'emplois dans les autres ministères affaiblissant ainsi les missions qu'ils ont en charge.

Le gouvernement a ouvert le chantier de la refondation de l'école qui débouchera sur une loi d'orientation et de programmation. Les espoirs suscités sont grands et, si un certain nombre de propositions vont dans le bon sens (relance de l'accueil des moins de trois ans à l'école maternelle, la mise en place du « plus de maîtres que de classes », ...), le projet présenté est loin de marquer une rupture avec les politiques passées comme celles sur le socle commun, la formation initiale, l'aide personnalisée, l'école du socle, les contrats d'objectifs et de moyens, le SMA... ***Il s'agit plutôt d'aménager l'existant...***

Les RASED, déjà absents du rapport sur « la refondation de l'école », n'apparaissent pas dans le projet de loi d'orientation. **Ils ne doivent pas être les oubliés de la réforme !** Pour le SNUipp-FSU, on ne saurait confondre le « plus de maîtres que de classes » avec l'action des membres de réseau d'aides spécialisées. Ces personnels doivent être confortés quant à leur avenir, la spécificité de leurs missions et la qualité de leur formation. L'État doit aussi préparer un plan de recrutement de ces personnels afin que chaque RASED puisse fonctionner au complet.

Les discussions annoncées par le Ministre autour de la **Direction et du fonctionnement de l'école** doivent être l'occasion de repenser la charge de travail pour les directeurs et directrices d'école, leurs responsabilités, les conditions pour y faire face (formation, temps de décharge, aide...) et une véritable reconnaissance de leurs missions. Dans le projet de loi, rien n'est prévu sinon l'augmentation de leur charge de travail liée notamment, à la place accrue accordée aux collectivités locales.

Afin de porter la parole des enseignants et de peser dans les discussions en cours, le SNUipp-FSU a lancé une grande consultation. Cette initiative syndicale a rencontré un réel succès et constitue le seul espace d'expression où plus de 24 000 enseignants ont pu donner leur avis sur les orientations de l'école puisqu'il n'y a eu aucune consultation institutionnelle des personnels. Cette enquête montre qu'une très grande majorité de nos collègues est favorable à une réforme de l'école et donne des pistes d'évolutions incontournables qui doivent voir le jour dans les écoles : baisse du nombre d'élèves par classe, refonte de la formation professionnelle, mise en œuvre du plus de maîtres que de classes... La quasi-totalité des enseignants considère que leurs conditions de travail se sont dégradées ces dernières années. Il est l'heure de redonner confiance aux enseignants et de leur permettre de faire du travail de qualité en leur laissant de réelles marges de liberté pour organiser leur travail avec les moyens nécessaires. Il faut également reconnaître leur engagement professionnel au service de la réussite des élèves en revalorisant leur salaire.

**Des priorités claires doivent être dégagées avec des moyens supplémentaires qui améliorent concrètement la vie quotidienne professionnelle des enseignants au service d'une meilleure réussite des élèves.**

Dans le même temps, le ministre de l'Éducation Nationale a engagé des discussions afin de réviser les rythmes scolaires à l'école primaire. Une importance démesurée est donnée à ce sujet qui va être extrêmement coûteux alors qu'il n'est pas le seul levier déterminant pour favoriser la réussite de tous. Les enseignants qui se sont exprimés dans le cadre de la consultation présentaient la réforme des rythmes scolaires comme l'action la moins prioritaire. ***Mais focaliser sur les rythmes scolaires permet sans doute d'éviter le débat public sur l'intérêt de la baisse des effectifs, l'influence des contenus et méthodes d'enseignement, l'importance d'une formation de qualité et masque également les insuffisances du budget.***

Le SNUipp-FSU porte l'idée qu'il faut repenser les temps et les contenus pédagogiques pour assurer la réussite des élèves. De plus, toute modification des rythmes implique de repenser l'ensemble des temps scolaires, éducatifs et sociaux des élèves et en conséquence les temps de travail des enseignants afin de permettre pour tous un cadre d'apprentissage et de travail plus harmonieux. ***Là encore, les propositions sont bien loin de l'ambition affichée.***

Le SNUipp-FSU rappelle qu'il revendique une déconnection du « temps élève » et du « temps enseignant » à l'école. A terme, sa volonté est de voir **baissier le temps de travail devant élèves des enseignants** du primaire sans pour autant baisser celui d'apprentissage pour les élèves afin de reconnaître le « travail invisible ». Le syndicat porte l'objectif d'aller vers 18h + 3 pour les enseignants. Quoi qu'il en soit, une réorganisation du temps du travail des enseignants sur 4.5 jours ne pourra se faire sans compensation salariale (frais de garde, frais de transport supplémentaires ...).

Le SNUipp-FSU a également la certitude que cette réforme, si elle n'est pas accompagnée d'une péréquation nationale pour le financement des activités périscolaires, ne fera qu'accentuer les inégalités territoriales en particulier celles entre les zones rurales et les zones urbaines.

Enfin, les enseignants ne peuvent être tenus plus longtemps à l'écart des processus de décision. De fait, il faudra que les conseils d'école et les CDEN soient consultés avant toute modification pour apprécier localement la pertinence ou non d'une telle modification. Comment imaginer que la semaine de 4,5 jours soit imposée dans des secteurs où le temps de transport/garderie représente plus de 2 heures ? Comment imaginer que la semaine de 4,5 jours soit imposée si cette organisation remet en cause la possibilité pour les élèves d'avoir des activités périscolaires le mercredi ?

**Votre prédécesseur avait demandé une consultation des conseils d'école en urgence à la rentrée pour fixer la date de rattrapage des jours de la Toussaint : nous vous demandons d'en faire de même sur une proposition de modification qui aura d'autres incidences sur la communauté éducative.**

**La transformation de l'école primaire ne peut pas être un rendez-vous manqué !  
Il est impératif d'écouter la parole des enseignants  
et d'engager une réelle transformation de l'école à laquelle ils aspirent !!**